

Table des matières

La responsabilité des gestionnaires de déchets	7
Marie-Cécile FLAMENT	
Introduction	7
Section 1. Les déchets	8
§ 1. La notion de « déchets »	8
§ 2. La notion de « se défaire »	8
§ 3. Les exclusions	9
§ 4. Les sous-produits	10
§ 5. La fin du statut de déchet	11
Section 2. La gestion des déchets	12
§ 1. La valorisation	12
§ 2. L'élimination	13
§ 3. Le regroupement et le prétraitement des déchets	14
§ 4. Les entreprises de regroupement et de traitement des déchets	15
Section 3. Les obligations en matière de déchets	15
§ 1. Les obligations générales	16
§ 2. Les personnes visées	16
§ 3. Les obligations spécifiques des entreprises de traitement	17
Section 4. Position du problème	19
Section 5. Qualification des matières traitées	20
§ 1. Jurisprudence de la Cour européenne	20
§ 2. Le droit wallon	23
Section 6. La responsabilité des valorisateurs de déchets	25
§ 1. Responsabilité élargie du producteur appliquée aux valorisateurs de déchets ?	25
§ 2. La responsabilité civile	26
§ 3. Cas particulier : la responsabilité des valorisateurs de déchets soumis à l'AGW du 14 juin 2001	30
Conclusion	35

Les infractions environnementales en Région wallonne : la réglementation et les différents mécanismes de répression 37

Edwige SPAMPINATO

Section 1. Préambule	37
Section 2. Les catégories d'infractions instaurées par le décret	40
§ 1. Les infractions de la première catégorie	41
§ 2. Les infractions de la deuxième catégorie	42
§ 3. Les infractions de la troisième catégorie	44
§ 4. Les infractions de la quatrième catégorie	45
Section 3. La constatation et la recherche des infractions	46
§ 1. L'avertissement préalable	46
§ 2. Le procès-verbal de constat	48
Section 4. Le caractère pénal de la procédure	49
Section 5. La transaction	50
§ 1. Le principe	50
§ 2. Le montant de la transaction	53
Section 6. La sanction pénale	54
Section 7. La procédure administrative	55
§ 1. La procédure devant le fonctionnaire sanctionnateur	55
§ 2. Les sanctions administratives	56
§ 3. Le recours	57
Section 8. La sanction administrative communale et les mesures de contrainte	60

Les sanctions administratives environnementales : bilan et perspectives 63

Ludovic BOQUET

Section 1. Le régime de sanction administrative en matière environnementale	63
§ 1. Le régime mis en place	63
§ 2. La procédure devant le fonctionnaire sanctionnateur	66
§ 3. L'infliction de la sanction administrative	68
§ 4. Le recours	72
Section 2. Le fonctionnaire sanctionnateur	72
§ 1. Le statut du fonctionnaire sanctionnateur	72
§ 2. Les pouvoirs du fonctionnaire sanctionnateur	73
Section 3. Le contrôle juridictionnel de la sanction administrative	76
§ 1. Qui peut introduire un recours contre la décision d'un fonctionnaire sanctionnateur?	76
§ 2. Délais et formes pour introduire le recours	76
§ 3. La nature du contrôle exercé par la juridiction de recours	79

§ 4. Le régime des amendes administratives instauré en matière d'environnement est-il constitutionnel?	79
Section 4. Bilan du Service du fonctionnaire sanctionnateur : retour sur 5 ans de sanctions administratives	82
§ 1. Évolution du nombre total de procès-verbaux de constat reçus entre 2009 et 2013	82
§ 2. Évolution de la répartition des sources de procès-verbaux de constat reçus entre 2009 et 2013	83
§ 3. Évolution de la répartition du type d'infraction constaté par le biais des procès-verbaux de constat reçus entre 2009 et 2013	83
§ 4. Évolution du montant total des amendes infligées par le fonctionnaire sanctionnateur entre 2009 et 2013	83
§ 5. Évolution de la répartition des décisions en regard des types d'infractions sanctionnées de 2009 à 2013	84
Section 5. Perspectives d'améliorations de la législation	84
§ 1. La définition des termes « remise en état »	84
§ 2. Un encadrement des pouvoirs du fonctionnaire sanctionnateur pour chaque étape de la procédure d'infliction d'une sanction administrative	84
§ 3. Allonger le délai de poursuite administrative à un an	85
Annexes	86

La répression administrative des infractions environnementales en Région de Bruxelles-Capitale

Laurent DELMOTTE et Alessandro MARINELLI

Introduction	91
Section 1. De l'ordonnance du 25 mars 1999 au Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale	92
Section 2. Les modifications dans les modalités d'inspection	95
Section 3. La prévention, la constatation des infractions et la responsabilité environnementale	98
Section 4. Les amendes administratives alternatives	101
§ 1. Nature	101
§ 2. Les infractions pouvant faire l'objet d'une amende administrative alternative	108
§ 3. Personnes passibles d'une amende administrative alternative	108
§ 4. Procédure	109
§ 5. Recours à l'encontre d'une amende administrative alternative	113
§ 7. Délai de prescription	119
Conclusion	120

L'importance du dialogue dans le cadre de la réglementation « infractions environnementales »	123
Hélène DELLOGE	
Introduction	123
Section 1. La prévention des infractions environnementales améliorée par le dialogue entre l'administration régionale et les pouvoirs locaux	124
Section 2. Les sanctions associées aux infractions environnementales rencontrées dans le secteur de la construction	126
§ 1. Infractions – Permis d'environnement	127
§ 2. Infractions – Déchets	130
§ 3. Infractions – Autres (bruit, eau, sol, etc.)	133
§ 4. Infractions – Résumé	135
Section 3. La sensibilisation des entreprises aux obligations environnementales reste essentielle	139
Conclusion	141

Un regard sur la Flandre : jurisprudence du collège du maintien environnemental de la Région flamande	143
Bart VAN HYFTE	

Introduction	143
Section 1. Présentation du maintien environnemental en Région flamande	146
§ 1. Répartition entre les délits environnementaux et les infractions environnementales	146
§ 2. Harmonisation du maintien environnemental	147
§ 3. Centralisation des pénalités	147
§ 4. Tarifs homogènes des amendes	147
§ 5. Possibilité d'imposer une mesure de réparation sous la forme d'un « dessaisissement d'avantages administratif »	147
§ 6. Recours auprès du Collège du maintien environnemental	147
§ 7. Distinction avec les mesures administratives	148
Section 2. Jurisprudence du Collège du maintien environnemental : <i>capita selecta</i>	148
§ 1. Recevabilité	149
§ 2. Prescription	149
§ 3. Preuve et valeur probante des P-V	150
§ 4. Élément moral	150
§ 5. Critères d'évaluation de l'amende	150

§ 6. Délai raisonnable	152
§ 7. L'obligation d'entendre la personne poursuivie (principe <i>audi alteram partem</i> ou <i>hoorplicht</i> en néerlandais)	152
§ 8. L'obligation de motivation	153
Conclusion	154
Conséquences des infractions environnementales sur l'accès aux marchés publics	155
Gauthier ERVYN	
Section 1. L'accès des entreprises aux marchés publics	155
Section 2. Le délit affectant la moralité professionnelle et la faute grave professionnelle	158
§ 1. Application aux infractions environnementales	158
§ 2. L'exclusion pour délit affectant la moralité professionnelle	160
§ 3. La faute grave professionnelle	167
Section 3. Vers une harmonisation des exclusions en matière de faute professionnelle ?	171
Section 4. Le respect de l'environnement : une « valeur » à défendre au sein de l'entreprise	173
L'absence de responsabilité pénale des personnes morales publiques communales et la responsabilité des bourgmestres et des échevins en matière d'environnement en Région wallonne	175
Johan VANDEN EYNDE	
Section 1. Bref rappel des principes d'application du droit pénal	175
Section 2. La responsabilité des personnes morales	181
Section 3. Introduction à la responsabilité pénale des bourgmestres et échevins	184
Section 4. L'environnement	192
Conclusion	197